

Burundi : Un journaliste emprisonné remis en liberté provisoire

@rib News, 13/08/2010 â€“ Source AFPLe directeur de publication de l'hebdomadaire burundais indépendant Arc-en-ciel, Thierry Ndayishimiye, arrêté mardi pour diffamation, a été mis en liberté provisoire jeudi en fin d'après-midi "sans aucune explication", a-t-il indiqué vendredi. "Hier (jeudi) vers 17H00 (15H00 GMT), on m'a appelé pour aller voir ma femme et mes enfants venus me rendre visite, lorsque tout à coup un agent m'a dit de partir tout de suite en me montrant une ordonnance de mise en liberté provisoire à mon nom", a expliqué M. Ndayishimiye. "Je ne me suis pas posé de questions et je n'en ai pas posé, j'ai préféré quitter cette horrible prison, même si j'ai été libéré comme j'ai été arrêté, c'est-à-dire sans aucune explication", a souligné. Ses avocats n'avaient pas encore entamé les démarches officielles pour demander sa mise en liberté provisoire. Selon son avocat, M. Ndayishimiye "est poursuivi pour avoir accusé le directeur général de la Regideso (Régie nationale d'eau et d'électricité), d'avoir couvert des irrégularités qui ont occasionné le détournement de près de 280 millions de Fbu (110.000 USD)". Le directeur de publication de l'Arc-en-ciel avait été arrêté sur mandat portant la mention "délit de presse", alors qu'il répondait à une convocation d'un des substituts du procureur de la République de Bujumbura. Un autre journaliste est emprisonné depuis le 17 juillet. Le directeur du journal en ligne Netpress, Jean-Claude Kavumbagu est poursuivi pour "trahison" pour avoir douté que les forces de sécurité du pays soient capables de prévenir un attentat comme celui perpétré par les islamistes somaliens en Ouganda le 11 juillet, qui avait fait 76 morts à Kampala. Le journaliste risque la prison à vie s'il est reconnu coupable. Lundi, la Fédération africaine des journalistes (FAJ), la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et l'Association des journalistes de l'Afrique de l'est (Ajae) ont "exprimé leur profonde préoccupation" face à "la campagne d'intimidation orchestrée par le gouvernement burundais contre les médias".